

# L'INDICATEUR

## 41

Juin 2014

Tableau de bord de conjoncture

N° 66

Désormais, la conjoncture fait l'objet d'un suivi en continu sur [www.pilote41.fr](http://www.pilote41.fr). Les graphiques sont mis à jour dès qu'une nouvelle donnée est disponible. Une analyse par grand thème et une synthèse sont publiées régulièrement. Ce sont ces textes qui sont regroupés ici afin d'en conserver la mémoire.

## UNE ACTIVITÉ PLUS FERME ET DES CRÉATIONS D'EMPLOIS

Sans parler de réelle reprise, on sent poindre une légère amélioration de l'activité en ce début d'année, plus marquée d'ailleurs en région Centre que dans le pays. Des points noirs persistent (chômage, précarité) mais plusieurs indicateurs apportent une touche plus positive.

Ainsi, en Loir-et-Cher, l'activité se situe à un **niveau assez nettement supérieur** à celui observé un an plus tôt, si l'on en juge par les **chiffres d'affaires** des entreprises en **hausse de 6 %**. Autre signe très encourageant, les entreprises **investissent**, mais plutôt dans les machines et équipements que dans les locaux. Le lien est facile à établir avec les **importations**, qui **ne cessent de progresser** depuis plusieurs mois, tandis que les **exportations stagnent**. La balance commerciale du département (hors matériel militaire) est en conséquence de nouveau très négative. Dans ce contexte, la reprise très affirmée du recours au **chômage partiel** pose question. N'est-elle pas un signe patent d'une divergence de situation de plus en plus marquée entre les entreprises ?

La **création d'entreprises** fléchit encore, tant pour les ressortissants de la CCI que pour les artisans ; les **radiations** sont en hausse pour les premiers.

L'**intérim** apparaît **un peu mieux orienté** depuis quelques mois, sauf dans le Blaisois. Les **services** auraient dans l'ensemble recouvré du dynamisme et **créé de nombreux postes** (les données sont encore provisoires) au 1er trimestre, générant ainsi le **premier rebond depuis trois ans, avec un gain global de plus de 500 salariés**. En revanche, l'industrie et la construction continueraient à détruire des postes. En **cumul annuel**, les **pertes** seraient en conséquence **nettement limitées** : autour de **200 emplois**. Cette embellie est en phase avec l'**augmentation des embauches** enregistrée par l'URSSAF, qui semble en

contradiction avec le **nouveau recul** marqué des **offres déposées** à Pôle emploi.

La construction souffre et il est à craindre que ses difficultés perdurent. En effet, les **misés en chantier de logements** neufs, bien qu'**en léger progrès** par rapport au 1er trimestre 2013, sont toujours à un niveau largement inférieur à celui des années antérieures à 2011. De surcroît, le timide redressement évoqué ne concerne que le collectif, tandis que l'**individuel pur poursuit sa chute**. Pour faire bonne mesure, ajoutons que le nombre des nouvelles autorisations délivrées ne cesse de se contracter. En revanche, le **marché de l'ancien** (logements de plus de deux ans) a repris quelques couleurs, avec un montant de transactions en hausse sensible par rapport au début d'année 2013.

Le **chômage évolue peu** (en données corrigées des variations saisonnières) depuis juin 2013, oscillant autour de la barre des 15 000 demandeurs d'emploi. Sur un an, le **rythme de croissance** s'établit à **3,7 %**, un peu moins que dans le Centre. Il reste nettement **plus élevé pour les seniors et les chômeurs de longue durée**. Le taux de chômage du Loir-et-Cher se situe  $\frac{1}{2}$  point sous celui de la région et 1 point sous celui de la France ; il a été recalculé par l'INSEE pour tous les périmètres.

La **précarité s'est de nouveau accrue**, si l'on en juge par l'accroissement du nombre de bénéficiaires du RSA, plus soutenu dans notre département, de même que pour les dossiers de surendettement.

publié le 23/06/2014

# Entreprises et activité économique

## L'activité se raffermi au 1er trimestre

L'INSEE table sur une légère hausse de l'activité en France au cours du 1er semestre 2014, notamment grâce à une demande extérieure accrue de la part de nos principaux partenaires (Allemagne en tête). En Loir-et-Cher, un raffermissement certain a été enregistré au 1er trimestre. En effet, le montant des chiffres d'affaires s'inscrit en hausse de 5,9 % sur celui du 1er trimestre 2013, supérieure à l'évolution nationale (+ 3 %), mais assez loin de la performance du Centre (+ 12 %). En cumul annualisé, les résultats sont partout positifs : + 4,7 % pour le département, autour de + 4 % pour les deux territoires de référence.

Les entreprises mettent en œuvre leurs projets, si l'on en juge par le niveau des investissements qui ont bondi de 36 % par rapport au 1er trimestre 2013 (région : + 32 %, France : + 10 %). En données cumulées sur 12 mois, le département se distingue par une évolution nettement plus favorable (+ 38 % contre + 13 % pour la région et à peine + 2 % pour le pays). Les crédits d'équipement accordés aux entreprises départementales ne sont toutefois qu'en légère progression (2 % de plus qu'au 1er trimestre 2013). Le cumul annualisé est un peu inférieur au précédent (- 0,8 %).

Ces investissements ne concernent cependant pas les locaux. En effet, les mises en chantier de nouvelles surfaces destinées aux activités sont inférieures de 35 % à celles de l'hiver 2013, contrairement à ce que laissent entrevoir les autorisations. En cumul annualisé, l'évolution est néanmoins encore positive (+ 20 %) ; elle se situe entre celle du Centre (+ 26 %) et celle de la France (+ 15 %). La dynamique est forte dans le commerce et les bureaux, mais la plupart des autres secteurs sont en repli ; celui-ci est particulièrement marqué dans la logistique. A l'exception du commerce, les nouveaux permis portent sur des surfaces en net recul ; il y a donc un risque de voir se poursuivre la tendance observée en ce début d'année.

Le commerce extérieur de marchandises du Loir-et-Cher (hors matériel militaire) montre depuis plusieurs trimestres un tableau très semblable : hausse des importations (+ 21 % par rapport au volume du 1er trimestre 2013) et recul des exportations (plus limité cependant ce trimestre : - 1,7 %). Ces évolutions se distinguent nettement de celles enregistrées pour l'ensemble de la région (baisse dans les deux cas autour de 8 %), mais aussi de la France (léger repli). Les données cumulées répercutent ces tendances : hausse de 12 % des importations en Loir-et-Cher et baisse de 5,6 % des exportations.

Au 31 décembre, le taux de couverture global est de 73 % pour le Loir-et-Cher, contre 100,4 % dans le Centre et 85,3 % en France.

Le redressement des embauches en intérim s'est confirmé. Elles sont supérieures de 8 % à celles du 1er trimestre 2013. En cumul annuel, la hausse est identique.

La création d'entreprises marque un léger fléchissement par rapport au 1er trimestre 2013, tant pour les ressortissants de la CCI que pour ceux de la CMA. Les données cumulées sur 12 mois confirment la tendance baissière, moins marquée pour les premiers (- 80) que pour les seconds (- 110). Selon les données définitives, les radiations seraient plus nombreuses qu'auparavant pour les ressortissants de la CCI. Elles resteraient néanmoins inférieures à celles de 2009 / 2010. Globalement, elles seraient plutôt stables pour les artisans.

Poursuivant sur la lancée de la fin 2013, le recours au chômage partiel s'est de nouveau accru début 2014. Les entreprises ont consommé environ 43 500 heures (données provisoires), plus fort volume des 4 dernières années. Cette recrudescence se traduit par un cumul sur 12 mois supérieur de 81 % au précédent.

Au 4ème trimestre, le nombre d'établissements de la région ayant sollicité des délais de paiement auprès de l'URSSAF a diminué de 4 % par rapport au dernier trimestre 2012. Au 31 mars, la part des cotisations non recouvrées à l'échéance est de 1,62 % (0,21 point de moins qu'un an auparavant).

Notons par ailleurs que le montant des crédits de trésorerie accordés au 1er trimestre est inférieur de 10 % à celui de l'hiver 2013.

*publié le 23/06/2014*

# Emploi et Marché du travail

## L'emploi s'est redressé au 1er trimestre 2014, grâce aux services

Après trois ans de perte d'emplois continue et soutenue, le Loir-et-Cher aurait enfin inversé la tendance en ce début d'année, et de manière plutôt convaincante. Au cours du 1er trimestre, les données provisoires de l'URSSAF feraient état d'un gain de 520 postes.

Ce rebond doit être entièrement attribué aux services. L'intérim aurait créé 150 postes ; rappelons toutefois qu'il n'a cessé d'évoluer en dents de scie en 2013, signe d'une conjoncture chaotique. Plus rassurante est l'augmentation de 550 salariés en un seul trimestre dans les autres services. En revanche, l'industrie resterait particulièrement impactée (- 150) et la contraction se poursuivrait dans la construction, mais de façon plus modérée, de même que dans le commerce (une dizaine).

Cette embellie se retrouve évidemment dans l'évolution annuelle. Entre le 31 mars 2013 et le 31 mars 2014, le département perdrait encore plus de 200 emplois, mais le débours tournait autour de 1 300 postes précédemment.

L'industrie (- 370) et la construction (- 190) sont nettement dans le rouge ; dans les deux cas, la zone d'emploi de Romorantin (qui comprend des communes hors Loir-et-Cher, rappelons-le) est de loin la plus touchée. Les hôtels-café-restaurants et le commerce comptent aussi moins de salariés (sauf dans la zone de Romorantin). A l'opposé, l'intérim est reparti à la hausse, à l'exception notable de la zone d'emploi de Blois où il recule encore fortement (250 salariés de moins en un an). Le rebond dans les services est encore plus affirmé (+ 320).

Au final, la zone d'emploi de Blois demeure sur une tendance très négative (- 430), alors que l'on est quasiment à l'équilibre dans les deux autres. Signalons toutefois que le découpage de ces zones ne reflète qu'imparfaitement la situation du Loir-et-Cher. En effet, le total des salariés de ces zones est inférieur de plus de 6 000 unités à celui du département.

*publié le 23/06/2014*

## Stabilité du chômage au 1er trimestre

Les taux de chômage ont été totalement recalculés par l'INSEE, pour tenir compte des résultats de l'enquête emploi nouvelle formule. Ils ont été rétopolés sur plusieurs années de manière à pouvoir effectuer des comparaisons dans le temps. Dans l'ensemble, les nouveaux taux se situent un demi-point en-dessous des précédents.

Au 31 décembre 2013, le nouveau taux du département s'établit à 8,8 %. Il est quasiment stable sur un an et demeure inférieur aux taux régional (9,3 %) et national (9,8 %). Pour les 3 principales zones d'emploi (selon le nouveau découpage), les taux sont de 8,6 % dans celle de Blois, 8,3 % dans celle de Vendôme (en baisse sur un an) et 9,9 % dans celle de Romorantin (+ 0,3 point).

Fin mars, le Loir-et-Cher compte 14 969 demandeurs de catégorie A (n'ayant pas travaillé le mois précédent l'inscription) en données corrigées des variations saisonnières ; ce nombre est quasiment stable sur les 3 derniers mois. Le rythme annuel s'est de nouveau affaibli : + 3,7 % ; de même dans les territoires de référence (Centre : + 4,4 %, France : + 3,9 %). 23 695 demandeurs sont recensés pour l'ensemble des catégories A, B et C (toujours en données corrigées). Leur nombre augmente un peu plus vite que pour la seule catégorie A : + 4,9 % en un an en Loir-et-Cher, + 5,2 % en région, + 4,4 % en France.

Les demandes masculines croissent toujours un peu plus vite que les demandes féminines, l'écart (1,7 point) apparaissant plus marqué en Loir-et-Cher que dans la région et le pays. En Blaisois, il atteint près de 4 points.

Pour les jeunes, la baisse s'est accentuée en Vendômois et en Blaisois, induisant un recul assez marqué pour le département (- 4,8 % sur un an) ; en Romorantinois, la hausse se poursuit.

Le nombre des demandeurs inscrits depuis plus d'un an connaît toujours une croissance forte ; le Loir-et-Cher (+ 22 %) est plus atteint que le Centre (+ 12 %) et la France (+ 15 %). Dans le département, leur part approche des 38 % (plus de 40 % en Vendômois), comme dans les territoires de référence.

Le nombre des nouvelles inscriptions se contracte à nouveau : 2,8 % de moins qu'au 1er trimestre 2013 en Loir-et-Cher, - 1,9 % dans le Centre. Cette évolution tranche avec la hausse enregistrée au niveau national (+ 1,3 %). Le cumul sur 12 mois est stable par rapport au précédent dans le département, en augmentation de 2,7 % dans la région et de 4,2 % en France.

On compte davantage de sorties qu'au 1er trimestre 2013 : + 3,4 % en Loir-et-Cher (+ 3 % en région, + 6,6 % en France). Les données cumulées sur 12 mois sont identiques aux précédentes dans le département, alors qu'elles croissent dans les territoires de référence..

*publié le 23/06/2014*

# Emploi et Marché du travail

## Un peu plus d'embauches, mais qui ne passent pas par Pôle emploi

Les informations sur les postes à pourvoir sont plutôt contradictoires. En effet, poursuivant sur leur lancée, les offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi sont de nouveau en repli assez prononcé : 14,7 % de moins qu'au 1er trimestre 2013. L'évolution régionale est semblable, tandis que la baisse est modérée au niveau national (- 2,3 %). Le cumul sur 12 mois montre en conséquence un lourd déficit pour le Loir-et-Cher (- 25 %) et le Centre (- 20 %), moins marqué pour le pays (- 8 %).

En revanche, l'URSSAF a enregistré davantage d'embauches qu'au cours du 1er trimestre 2013 : + 2,3 % (hors intérim), grâce en particulier à une forte poussée dans le commerce. Et en dépit d'une contraction très sévère dans la construction (- 16 %). En cumul annualisé, ce secteur est évidemment le plus pénalisé (- 13 %), mais l'industrie est également atteinte (- 7 %). Le total est néanmoins en hausse de 4 %, le commerce et les services faisant preuve d'un regain de dynamisme.

publié le 23/06/2014

# Hôtellerie de tourisme

Globalement le cumul des nuitées au 1er trimestre 2014 s'établit à un peu plus de 112 400, juste derrière le Loiret (244 863) et l'Indre-et-Loire (261 090).

En cumul à fin mars, le taux d'occupation moyen s'établit 32,8 % pour le Loir-et-Cher contre 41,5 % pour la région centre (45,7 % pour le Loiret).

*Avertissement : les données provisoires présentées ci-dessous sont issues de l'enquête hôtelière de fin mars 2014 ; calculées par l'INSEE selon une nouvelle méthode de comptabilisation, toute comparaison avec les résultats des années précédentes est impossible..*

publié le 27/06/2014

# Conditions de vie

## La précarité s'étend plus vite en Loir-et-Cher

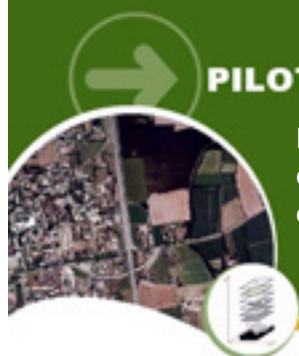
Au cours du 1er trimestre, les mises en chantier de nouveaux logements se situent dans la lignée des deux trimestres précédents avec 292 unités. Elles sont nettement plus fournies qu'à l'hiver 2013 (+ 29 %), durant lequel a été toutefois enregistré le plus faible total depuis fort longtemps. Le collectif est largement à l'origine de cette dynamique, confirmant ainsi la tendance de fin 2013 (+ 200 % !). L'individuel groupé est bien orienté, mais pour les maisons particulières, la décélération est toujours à l'œuvre (- 10 %). Pour l'ensemble de la région, les nouvelles mises en chantier sont en retrait de 16 % par rapport au 1er trimestre 2013. En Loir-et-Cher, les données cumulées font état d'une certaine stabilisation (- 2 %), grâce au collectif ; le Centre subit une baisse de 7 %. Aucun signe de reprise n'apparaît dans les nouveaux permis de construire délivrés, en Loir-et-Cher comme au niveau régional ; au contraire, la contraction se poursuit. En revanche, le marché départemental dans l'immobilier ancien se porte mieux : le montant des transactions est en effet supérieur de 14 % à celui du 1er trimestre 2013. En cumul annualisé on est presque à l'équilibre (- 1 %). Le montant des crédits à l'habitat poursuit sa faible croissance (2,4 % pour le cumul sur 12 mois).

Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte 8 684 bénéficiaires du RSA, soit + 10,5 % en un an. Ce rythme demeure supérieur à celui du Centre (+ 7,7 %) et de la France (+ 7,1 %).

Au cours du 4ème trimestre, on note une augmentation particulièrement forte (+ 10 % en trois mois) pour ceux qui ont de très faibles revenus d'activité (ils perçoivent le rSa socle et activité) ; c'est également le cas, mais dans des proportions moindres, dans la région et le pays.

Entre le 1er octobre 2013 et le 31 mars 2014, la commission départementale de surendettement a examiné 565 nouveaux dossiers, soit 53 de plus qu'au cours de la période équivalente en 2012/2013 (+ 10,4 %). De nouveau, l'augmentation est plus marquée en Loir-et-Cher. En cumul annualisé, la hausse est du même ordre (+ 10,2 %) ; elle est un peu plus modérée dans le Centre et en France (autour de + 6,5 %).

*publié le 23/06/2014*



**PILOTE41**

Retrouvez l'ensemble des éléments ayant trait à la conjoncture (suivi permanent, enquêtes de conjoncture, chiffres-clés actualisés en continu ) sur [http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire de la conjoncture](http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire-de-la-conjoncture)

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 2267-5159